



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DE LA RÉGION DE GUEBWILLER  
DE LA SÉANCE DU  
29 septembre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux, le vingt-neuf septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'est réuni dans la salle des séances du siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Marcello ROTOLO, Président de la CCRG.

Nombre de Conseillers élus : 41  
Nombre de Conseillers en fonction : 41  
Nombre de Conseillers présents : 32  
Quorum : 21

**Présents :**

Dominique ABADOMA (*entre en séance lors de l'examen du point 4.1*) – Daniel BRAUN – Yves COQUELLE – Anne DEHESTRU – Annie DITTRICH – Jean-Jacques FISCHER – Patrice FLUCK – Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Jean-Luc GALLIATH – Marie-Natacha GALLIATH (*Suppléante d'Alain FURSTENBERGER*) – Guy HABECKER – Philippe HECKY – Daniel HINDELANG – Marie-Christine HUMMEL – Marc JUNG – Yann KELLER – Francis KOHLER – Marianne LOEWERT – Luc MARCK – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Fleur OURY – Karine PAGLIARULO – Jean-Pierre PELTIER – Marcello ROTOLO – Sylviane ROTOLO – André SCHLEGEL – Marie-Josée STAENDER – Grégory STICH – César TOGNI – Joseph WEISSBART (*Suppléant de François WURTZ*) – André WELTY –

**Ont donné procuration :**

Josiane BRENDER-SYDA à Yann KELLER – Hélène CORNEC à Anne DEHESTRU – Christian FACCHIN à Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Claudine GRAWAY à César TOGNI – Maud HART à Marcello ROTOLO – Maurice KECH à Jean-Jacques FISCHER (*en raison de l'absence de sa suppléante Yvette BISSEY*) – Francis KLEITZ à Guy HABECKER – Claude MULLER à Daniel BRAUN – Aurélie OTTMANN à Dominique ABADOMA (*à compter du point 4.1*) –

**Assistaient en outre à la séance :**

Des agents de la CCRG  
La presse locale

**Secrétaires de séance :**

Marc JUNG, assisté par Éric GILBERT, Directeur Général des Services de la CCRG

## **Point 4. DÉVELOPPEMENT**

### **4.1- Fonds de concours Mobilité – Règlement (MS)**

*Ce point est présenté par Monsieur le Président.*

*Vu la délibération du Conseil de Communauté du 10 février 2022 validant le Schéma directeur vélo sur le territoire de la CCRG et la mise en place d'un accompagnement administratif et financier de la CCRG via l'instauration d'un Fonds de concours.*

Ce dispositif est destiné à accompagner financièrement les dix-neuf communes pour les actions et investissements dans le domaine de la mobilité.

Il est cumulable avec le Fonds d'aides aux communes – Axe 1 – Actions environnementales et mobilités douces.

Ainsi, la CCRG mettra à disposition, à compter de l'exercice 2023, une enveloppe budgétaire globale annuelle de 60 000 euros permettant de financer les opérations d'aménagement de réseaux structurants et secondaires ainsi que la mise en place de jalonnement et de services.

Concernant les opérations d'aménagement de réseaux structurants et secondaires, la CCRG participera à hauteur de 20 % pour les opérations d'investissement (travaux + maîtrise d'œuvre) liées à la création ou à l'aménagement de réseaux cyclables structurants ou secondaires en cohérence avec le Schéma directeur vélo.

Seront exclus du calcul de la subvention : l'acquisition foncière, les travaux réalisés en régie et les travaux réalisés sur domaine non communal.

Concernant les opérations de mise en place de jalonnement et de services, la CCRG participera à hauteur de 40 % du montant des opérations réalisées sur les réseaux cyclables structurants, secondaires et tertiaires identifiés dans le Schéma directeur vélo, hors travaux réalisés en régie.

Les communes devront déposer leur demande de financement (lettre d'intention + note explicative + plan de financement + délibération) auprès de la CCRG, pour le 31 mai et le 30 septembre de l'année en cours.

Les dossiers seront présentés à la Commission Mobilité et au Bureau communautaire, avant validation par le Conseil de Communauté aux mois de juin et décembre.

Le règlement, joint en annexe 3, détaille les conditions d'accès à ce dispositif.

Le versement de la subvention peut potentiellement intervenir sur plusieurs exercices budgétaires en fonction de la nature des projets, des crédits disponibles et des dossiers enregistrés.

Il est rappelé que le Maître d'ouvrage d'une opération entrant dans le champ d'un domaine de compétence à chef de file telle que la mobilité doit assurer le financement d'au moins 30 % du montant total des financements publics qui lui sont accordés (*article L1111-9 du CGCT*).

De même, dans le cadre de la création d'un Fonds de concours, la participation de la CCRG ne peut être supérieure à celle de la commune.

Le règlement du Fonds de concours a été présenté à la Commission Développement Durable – Énergie – Transport, le 30 août 2022.

Le Bureau, réuni le 12 septembre 2022, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- de valider le règlement du Fonds de concours Mobilité joint en annexe
- d'inscrire au budget la dépense annuelle de 60 000 euros (fonction 901, article 20414, opération 712), à compter de l'année 2023.

**Ce point est adopté à l'unanimité dont neuf procurations – Josiane Brender-Syda – Hélène Cornec – Christian Facchin – Claudine Grawey – Maud Hart – Maurice Kech – Francis Kleitz – Claude Muller – Aurélie Ottmann –.**



Signé et publié sur le site Internet de la CCRG le 10 octobre 2022  
Le Président de la CCRG, Marcello Rotolo  
Le Secrétaire de séance, Marc Jung



|              |                                       |
|--------------|---------------------------------------|
|              | <b>Fonds de concours<br/>MOBILITÉ</b> |
| PROJET final |                                       |
|              |                                       |

**Objectif : Accompagner les actions et investissements des communes dans le domaine de la mobilité.**

**Enveloppe budgétaire globale annuelle : 60 000 €.**

*Réserve : Attribution aux communes dans la limite des crédits disponibles.*

#### AXE 1 – Aménagement de réseaux structurants et secondaires

Aides aux opérations d'investissement (travaux + maîtrise d'œuvre) liées à la création ou à l'aménagement de réseaux cyclables structurants ou secondaires en cohérence avec le Schéma directeur vélo.

##### Détails de la subvention :

- Subvention d'investissement cumulable avec les autres subventions disponibles.
- Subvention octroyée dans la limite d'un autofinancement de la commune égal ou supérieur à la subvention accordée par la CCRG et des 30 % de participation obligatoire à l'investissement HT de la commune.
- Taux de participation CCRG : jusqu'à 20 % du montant HT des travaux (maîtrise d'œuvre comprise).

##### Délais :

- La subvention sera nulle de plein droit si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la lettre d'attribution, l'opération n'a reçu aucun commencement d'exécution (devis ou marché signé).
- L'opération devra s'achever dans un délai de quatre ans à compter de la date de commencement d'exécution.

##### Sont exclus du calcul de la subvention :

- L'acquisition du foncier.
- Les travaux réalisés en régie.
- Les travaux réalisés sur domaine non communal.

##### Modalités d'attribution :

- Dépôt des dossiers de demande de subvention pour le 31 mai et le 30 septembre de l'année en cours.
- Attribution sur dossier après avis de la Commission Mobilité et du Bureau Communautaire et présentation à la délibération du Conseil Communautaire aux mois de juin et décembre.



*Cumul des Fonds de concours Mobilité et Fonds d'aides aux communes (Axe 1 : Actions environnementales et mobilités douces) possible mais la participation de la CCRG ne devra pas dépasser les 30 % du montant HT du projet.*

##### Composition du dossier de demande :

- Lettre d'intention.
- Plan de financement détaillé précisant l'origine du montant des ressources et la nature des dépenses.
- Documents attestant de l'engagement de chaque cofinanceur public (notifications, conventions, arrêtés attributifs, etc., à défaut, copie des demandes de subvention).
- Descriptif sommaire du projet et des données techniques en cohérence avec le Schéma directeur vélo dossier technique, AVP, plans de réalisation, devis...) et calendrier de réalisation (date prévisible de commencement du projet ainsi que son échelonnement).
- Délibération de la commune sur le projet et l'affectation des crédits nécessaires au budget communal.
- Engagement de la commune à spécifier la participation financière de la CCRG au financement du projet dans les communications autour de ce dernier.
- RIB.

##### Versement des aides :

- Avance de 30 % maximum dès réception du justificatif de démarrage des travaux (ordre de service).
- Versement du solde de la subvention à la réception du chantier, contre fourniture de l'état des dépenses certifié conforme par le comptable public et du plan de financement des investissements mis à jour :
  - Sous réserve de la conformité du réalisé aux principes développés dans le dossier de demande, des délibérations.
  - Sous réserve des crédits disponibles et des dossiers déposés, le versement du solde peut potentiellement intervenir sur plusieurs exercices budgétaires.

## AXE 2 – Mise en place de jalonnement et de services

Aides aux opérations d'investissement liées à la mise en place de jalonnement et de services sur les réseaux cyclables structurants, secondaires et tertiaires identifiés dans le Schéma directeur vélo.

Condition d'accès obligatoire : mise en place d'une signalétique et d'un équipement concertés et cohérents (groupement de commande CCRG).

### Détails de la subvention :

- Subvention d'investissement cumulable avec les autres subventions disponibles.
- Subvention versée à la commune sous réserve de réalisation sur le domaine public et d'utilisation d'une signalétique conforme à la réglementation.
- Taux de participation CCRG : 40 % maximum du montant HT des travaux (hors travaux en régie).  
Plancher d'intervention : 1 000 € HT de dépenses.
- Subvention octroyée dans la limite d'un autofinancement de la commune égal ou supérieur à la subvention accordée par la CCRG et des 30 % de participation obligatoire à l'investissement HT de la commune.



*Dans le cas d'une participation de la CCRG de 40 %, la participation de la commune devra également être de 40 %.*

### Délais :

- La subvention sera nulle de plein droit si, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la lettre d'attribution, l'opération n'a reçu aucun commencement d'exécution (devis ou marché signé).
- L'opération devra s'achever dans un délai de deux ans à compter de la date de commencement d'exécution.

### Modalités d'attribution :

- Dépôt des dossiers de demande de subvention pour le 31 mai et le 30 septembre de l'année en cours.
- Attribution sur dossier après avis de la Commission Mobilité et du Bureau Communautaire et présentation à la délibération du Conseil Communautaire aux mois de juin et décembre.

### Composition du dossier de demande :

- Lettre d'intention.
- Plan de financement détaillé précisant l'origine du montant des ressources et la nature des dépenses.
- Documents attestant de l'engagement de chaque cofinanceur public (notifications, conventions, arrêtés attributifs, etc., à défaut, copie des demandes de subvention).
- Descriptif sommaire du projet et des données techniques en cohérence avec le Schéma directeur vélo (dossier technique, AVP, plans de réalisation, devis...) et calendrier de réalisation (date prévisible de commencement du projet ainsi que son échelonnement).
- Délibération de la commune sur le projet et l'affectation des crédits nécessaires au budget communal.
- Engagement de la commune à spécifier la participation financière de la CCRG au financement du projet dans les communications autour de ce dernier.
- RIB.

### Versement des aides :

- Avance de 30 % maximum dès réception du justificatif de démarrage des travaux (ordre de service).
- Versement du solde de la subvention à la réception du chantier, contre fourniture de l'état des dépenses certifié conforme par le comptable public et du plan de financement des investissements mis à jour.
- Sous réserve de la conformité du réalisé aux principes développés dans le dossier de demande, des délibérations.
- Sous réserve des crédits disponibles et des dossiers déposés, le versement du solde peut potentiellement intervenir sur plusieurs exercices budgétaires.